

MESSAGE N° 94 16 septembre 2008
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de loi portant adhésion du
canton de Fribourg à la convention scolaire
régionale concernant l'accueil réciproque d'élèves
et le versement de contributions (CSR 2009)

Nous avons l'honneur de vous soumettre le message accompagnant le projet de loi concernant la révision totale de la Convention scolaire régionale (CSR 2000) de la Conférence des directeurs de l'instruction publique du Nord-Ouest de la Suisse.

1. CONVENTION SCOLAIRE RÉGIONALE
(CSR 2000)

La Convention scolaire régionale entre les cantons d'Argovie, de Bâle-Campagne, de Bâle-Ville, de Berne, de Fribourg, de Lucerne, de Soleure et de Zurich est entrée en vigueur au début de l'année scolaire 1975/76. Depuis, en fonction des évolutions et des expériences observées dans le domaine de la formation, elle a été révisée à quatre reprises. La dernière révision remonte à 2000 (CSR 2000).

Par cette convention, les cantons signataires s'engagent à permettre aux élèves, étudiants ou étudiantes de fréquenter les écoles de la région sur la base de contributions uniformes versées par les cantons signataires. La CSR 2000 élargit règle, depuis le 1^{er} août 2000, la fréquentation d'écoles de formation générale (école enfantine, école obligatoire, écoles secondaires, écoles professionnelles), d'écoles du degré tertiaire relevant de la formation professionnelle (écoles supérieures et hautes écoles spécialisées), de filières de diplôme de hautes écoles spécialisées ainsi que de hautes écoles pédagogiques. La convention s'applique aux écoles publiques ainsi qu'aux écoles privées subventionnées par le canton siège, à l'exception des universités. Sont également exclues du champ d'application les écoles des domaines médical et agricole. La CSR 2000 est conçue selon un système «à la carte». Les cantons sièges sont libres de décider quelles écoles et quelles filières de formation seront accessibles aux élèves des autres cantons signataires; ces derniers sont quant à eux libres de décider pour quelles écoles et filières de formation extracantonales ils prennent en charge la contribution cantonale (sauf pour le domaine des hautes écoles spécialisées). Les formations et les garanties de prise en charge sont énumérées dans une annexe de la convention CSR 2000 (liste des écoles ayant droit à des contributions). Le montant des contributions cantonales est fixé par décision de la Conférence des cantons signataires. Au fil des années, la CSR conclue par les huit cantons du Nord-Ouest de la Suisse est devenue un dispositif réglementaire complet pour l'indemnisation de la fréquentation d'écoles et d'institutions de formation extracantonales dans l'espace géographique du Nord-Ouest de la Suisse; son application s'est révélée concluante. Le canton de Fribourg a adhéré à cette convention par décret du Grand Conseil du 20 juin 2000 (voir aussi message N° 233 du 9 mai 2000).

Dans l'enseignement obligatoire et partiellement au niveau secondaire du deuxième degré, la convention autorise les élèves des régions limitrophes du canton à fréquenter des écoles du canton voisin lorsqu'elles sont proches de leur domicile. A partir du secondaire du deuxième

degré, les élèves fribourgeois des deux régions linguistiques ont la possibilité de suivre une formation dans un autre des cantons conventionnés, lorsque l'offre manque dans le canton de Fribourg.

Le texte complet de la convention se trouve dans le Recueil systématique de la législation fribourgeoise sous le numéro 416.4 et sur Internet. Une convention semblable entre la partie francophone du canton et les cantons de la Suisse romande est en vigueur depuis l'année scolaire 2005/06 (Recueil systématique de la législation fribourgeoise sous le numéro 410.5).

2. LA NOUVELLE CONVENTION SCOLAIRE
RÉGIONALE CONCERNANT L'ACCUEIL
RÉCIPROQUE D'ÉLÈVES ET
LE VERSEMENT DE CONTRIBUTIONS
(CSR 2009)

Fin avril 2005, la Commission CSR a été chargée par l'assemblée plénière de la Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique du Nord-Ouest (CDIP Nord-Ouest) de soumettre la Convention scolaire régionale (CSR 2000) à une révision totale, rendue nécessaire par les développements observés au niveau national (révision des conventions intercantionales dans le domaine de la formation professionnelle et du nouvel Accord intercantonal sur les hautes écoles spécialisées (AHES)).

Les exigences suivantes, formulées par l'assemblée plénière de la CDIP Nord-Ouest ont été prises en compte:

- La CSR 2009 s'applique aux écoles enfantines, aux établissements de la scolarité obligatoire et aux écoles d'enseignement général du cycle secondaire II (écoles de maturité et écoles de culture générale avec ou sans maturité professionnelle) ainsi qu'aux filières d'études du degré tertiaire non reconnues par la Confédération.
- Les cantons autorisent la fréquentation d'écoles extracantonales pour des motifs géographiques ou d'autres justes motifs ou si l'offre manque dans leur propre canton.
- Le principe selon lequel les contributions cantonales prévues dans la CSR doivent être fixées de manière à garantir une couverture maximale des coûts continue de s'appliquer dans la CSR 2009.
- Les domaines de la formation professionnelle initiale, de la formation professionnelle supérieure et des hautes écoles spécialisées sont réglementés dans des conventions nationales. Une réglementation spécifique à la région du Nord-Ouest n'est donc pas nécessaire pour ces domaines de formation.
- La CSR 2009 régit l'accueil des élèves qui suivent une formation complémentaire qui n'entre pas dans le champ d'application des conventions nationales (notamment les formations suivantes non reconnues par la Confédération: cours préparatoires dans le domaine de la musique et des arts visuels, cours préparatoire à l'entrée dans une haute école pédagogique, passerelles pour les titulaires d'une maturité professionnelle, filières tertiaires dans les domaines de la musique, de la pédagogie du mouvement et du journalisme).

- Les dispositions régissant l'application de la CSR ont été autant que possible harmonisées avec les conventions nationales (AEP/AES/AHES) de la CDIP.
- Le principe qui veut que d'autres cantons puissent adhérer à la CSR 2009 avec l'accord des cantons signataires est maintenu.
- Le canton du Valais va adhérer en tant que nouveau membre à la CSR 2009.
- La condition d'entrée en vigueur qui veut qu'au moins cinq cantons aient fait acte d'adhésion est maintenue.

La CSR 2000 de la CDIP Nord-Ouest est abrogée à l'entrée en vigueur de la nouvelle CSR par arrêté de la Conférence des cantons signataires.

3. CONSÉQUENCES FINANCIÈRES

Dans les comptes de l'Etat 2007, les contributions concernant la CSR 2000 se présentent ainsi:

Comptes 2007 selon la CSR 2000

Etudiants provenant d'un canton conventionné inscrits dans le canton de Fribourg		Etudiants fribourgeois inscrits dans un canton conventionné		Différence à la charge du canton de Fribourg (Fr.)
Nombre	Recettes (Fr.)	Nombre	Dépenses (Fr.)	
136	1 766 292	255	4 942 937	3 146 849

La réduction de l'offre de la CSR 2009, principalement à la scolarité obligatoire et dans le degré secondaire aurait eu les conséquences suivantes sur les comptes 2007:

Comptes 2007 selon la CSR 2009 (tarifs 2009)

Etudiants provenant d'un canton conventionné inscrits dans le canton de Fribourg		Etudiants fribourgeois inscrits dans un canton conventionné		Différence à la charge du canton de Fribourg (Fr.)
Nombre	Recettes (Fr.)	Nombre	Dépenses (Fr.)	
129	1 780 000	72	1 860 000	80 000

Malgré une légère adaptation des tarifs, les recettes se maintiennent pratiquement au même niveau car, dans le domaine des hautes écoles (Haute Ecole pédagogique et Haute Ecole de santé), la facturation est assurée directement par les écoles et les montants comptabilisés sur leur rubrique.

Les domaines de la formation professionnelle et des hautes écoles spécialisées n'étant plus inclus dans la CSR 2009, il ne resterait que 72 étudiants fribourgeois scolarisés hors canton, ce qui explique la diminution des dépenses. Toutefois, les montants prévus pour les domaines supprimés seront transférés sur d'autres positions budgétaires. Finalement, seule la suppression du supplément de tarif de 6% prévu pour les HES constitue une véritable économie d'environ 162 000 francs pour le canton.

Les écoles enfantines, primaires et du cycle d'orientation facturent au canton les frais effectifs résultant de l'accueil d'élèves extracantonaux. Ces montants sont très différents d'un lieu à l'autre en fonction des frais de fonctionnement et des coûts des infrastructures.

Le tableau suivant montre la répartition des frais scolaires communs entre l'Etat et les communes selon les comptes 2007:

	Montants versés pour les traitements (Fr.)	Nombre d'élèves année scolaire 07/08	Coûts par élève	Part cantonale 35% (EE/EP) respectivement 70% (CO)	Part cercle scolaire 65% (EE/EP) respectivement 30% (CO)
Ecole enfantine	22 192 895	3642	6094	2133	3961
Ecole primaire	149 775 317	19 733	7590	2657	4934
CO (exemple 1)	2 849 722	272	10 477	7334	3143
CO (exemple 2)	6 503 632	792	8212	5748	2463

Le montant des contributions cantonales est fixé sur la base des coûts effectifs dans les cantons concernés. Il se compose de 70% de frais de traitement et de 30% de frais de fonctionnement et de coûts d'infrastructure. Le nouveau montant conventionné correspond aux 85% de la moyenne intercantonale obtenue. Dans le canton de Fribourg, les montants correspondant aux traitements du corps enseignant des écoles enfantines et primaires entrent dans les frais scolaires communs et sont répartis entre l'Etat et les communes par l'intermédiaire du «pot commun». Le Conseil d'Etat est d'avis qu'à l'avenir le canton répartisse les contributions reçues en fonction de la CSR de telle manière que les communes concernées en reçoivent le 30% pour les frais de fonctionnement et les coûts d'infrastructure et que le solde, correspondant aux frais de traitement, soit versé au pot commun et donc réparti entre l'Etat et toutes les communes.

Le tableau suivant montre la répartition proposée entre l'Etat et les communes:

	Coût par élève	Contribution CSR 2009	30% part pour les communes concernées	70% part entrant dans le pot commun
Ecole enfantine	6094	7200	2160	5040
Ecole primaire	7590	10 300	3090	7210

Au cycle d'orientation, la répartition des frais de salaire entre l'Etat et les communes se fait séparément pour chaque école de cycle d'orientation. Là également, l'association des communes du CO concerné reçoit d'abord le 30% de la contribution versée par le canton de domicile, part correspondant aux frais de fonctionnement et aux coûts d'infrastructure. Le solde est réparti à raison de 70% pour l'Etat et 30% pour l'association de CO concernée.

	Contribution CSR 2009	30% part pour les frais généraux et les coûts d'infrastructure	30% du solde part des frais de salaire pour l'association concernée	70% du solde part des frais de salaire pour le canton
CO	14 100	4230	2961	6909

Il n'est pour l'instant pas prévu de faire participer les communes ou associations de communes aux frais de

scolarisation d'élèves fribourgeois qui fréquentent une école infantine, primaire ou de cycle d'orientation d'un autre canton. La question sera examinée dans le cadre de la révision de la loi scolaire.

En 2007, aucun élève de l'école infantine et primaire n'a été scolarisé hors du canton de Fribourg. 12 élèves du cycle d'orientation auraient été concernés par ces mesures. A noter que les élèves fréquentant une 10^e année linguistique restent exclus de toute répartition, le canton de Fribourg étant prêt à assurer l'entier des frais, à l'avenir également, dans le cadre de la promotion de la langue partenaire.

4. CONSÉQUENCES SUR L'ORGANISATION

Selon la CSR 2000, certaines filières de formation sont reconnues, particulièrement dans le domaine de la formation professionnelle, si les critères géographiques sont respectés (par exemple les élèves ayant fréquenté le CO de Kerzers peuvent fréquenter l'école professionnelle commerciale de Berne). La nouvelle convention valable pour ce domaine (AEPr) ne prévoit aucune reconnaissance générale pour les élèves d'une région déterminée. Les reconnaissances doivent être négociées bilatéralement par les cantons en fonction de leurs besoins.

5. COMMENTAIRES DES DISPOSITIONS

Le titre précise qu'il s'agit d'une convention concernant le versement de contributions. Le canton du Valais a également décidé d'adhérer à la CSR 2009.

I. Dispositions générales

Art. 1 But

L'une des principales modifications découlant de la révision totale de la CSR est l'exclusion du domaine de la formation professionnelle et des hautes écoles spécialisées, dont il convient de transférer le règlement du cadre régional au cadre national de la CDIP. En d'autres termes, le domaine de la formation professionnelle initiale est réglé dans l'AEPr, celui de la formation professionnelle supérieure provisoirement dans l'AESS (ultérieurement AES) et celui des hautes écoles spécialisées dans l'AHES 2005.

Art. 2 Champ d'application

La CSR révisée s'applique uniquement aux écoles enfantines, aux établissements de la scolarité obligatoire et aux écoles d'enseignement général du cycle secondaire II publics ou privés et subventionnés par le canton siège ainsi qu'aux filières d'études du degré tertiaire non reconnues par la Confédération. Ce champ d'application inclut notamment aussi:

- les écoles offrant des cours spécifiques aux élèves particulièrement doués aux cycles secondaires I et II (pour les cantons signataires de la CSR qui ont adhéré à l'accord intercantonal du 20 février 2003 sur les écoles offrant des formations spécifiques aux élèves surdoués, c'est le principe de la primauté des accords intercantonaux sur les accords régionaux qui s'applique);

- les cours préparatoires dans le domaine de la musique et des arts visuels non reconnus par la Confédération (jusqu'à ce que l'on sache si les cours dans le domaine des arts visuels entrent dans le champ d'application de l'AEPr);
- les formations passerelles destinées aux titulaires de la maturité professionnelle;
- le cours préparatoire à l'entrée dans une haute école pédagogique (étant donné que les formations pédagogiques doivent être réglées en dehors de la législation fédérale sur la formation professionnelle, il n'est pas possible de transférer cette formation dans le champ d'application de l'AEPr);
- les filières tertiaires non reconnues par la Confédération (sont concernées plusieurs formations du domaine de la musique, les formations de la Gymnastik Diplom Schule Basel en pédagogie du mouvement ainsi que la filière de journalisme de la MAZ Luzern);
- les formations de langue allemande et de langue française de la région.

Art. 3 Principes

L'égalité de traitement (notamment en ce qui concerne la composition des classes, la promotion, l'exclusion et les taxes de scolarité) ne vaut que pour les élèves issus de cantons signataires, pour autant que le canton de domicile prenne à sa charge les contributions cantonales conformément à l'annexe de la CSR. Les dispositions d'admission pour les élèves issus d'autres cantons sont arrêtées à l'article 5, alinéa 3. Dans la convention actuelle (art. 2 al. 3), il est inscrit que les contributions cantonales doivent être fixées par type d'école et par filière de formation compte tenu de l'avantage géographique et de manière à ce qu'elles couvrent le plus possible les coûts. Cette disposition devient caduque étant donné les prescriptions sur le calcul et la fixation des contributions cantonales, prévues à l'article 7. Les contacts institutionnalisés dans l'espace de la CSR sont garantis grâce à la Commission d'exécution de la convention (cf. art. 14).

Art. 4 Canton de domicile débiteur

Il a fallu réviser les principes appliqués pour déterminer le canton de domicile débiteur. Des modifications ont été apportées aux lettres suivantes:

Elèves mineurs (let. a, b, g)

Pour les élèves qui résident dans une famille d'accueil reconnue par le canton de domicile, le canton débiteur est désormais le canton du domicile de la famille d'accueil (et non pas le canton du domicile civil des parents), pour autant que le lieu de résidence de l'enfant ne se trouve pas dans le canton où se situe l'école (let. a).

Dans les autres cas, c'est le domicile civil des parents qui reste déterminant (let. g). Désormais c'est aussi le cas par exemple pour les élèves surdoués s'ils résident dans le canton où se situe l'école ou dans un autre canton (let. b).

Elèves majeurs (let. f)

Pour les élèves majeurs qui fréquentent une école d'enseignement général au cycle secondaire II en dehors du canton, les dispositions légales en matière de subsides de formation restent déterminantes (cf. art. 3 let. d CSR 2000).

Art. 5 Conditions du versement des contributions

Les contributions cantonales sont à présent fixées dans l'annexe I de la convention.

Les dispositions régissant le lieu scolaire et le type de formation sont du ressort des cantons. Le canton de domicile peut délivrer une autorisation pour des motifs géographiques ou d'autres justes motifs. Les cantons de domicile déterminent dans la liste des écoles ayant droit à des contributions le degré de liberté de circulation par le biais d'une codification (exemple: la fréquentation d'une école située dans le canton voisin pour des motifs géographiques; précision de la zone de recrutement concernée). Une nouvelle disposition a été introduite, qui précise qu'au cycle secondaire II, les élèves issus d'autres cantons ne sont admis par le canton siège que s'ils remplissent les conditions d'admission du canton siège et du canton de domicile. Un canton ne peut pas refuser des élèves issus d'un canton signataire en raison de conditions d'admission différentes en arguant qu'il s'avère nécessaire de créer pour cette raison une classe supplémentaire (cf. art. 3 al. 1).

Art. 6 Liste des écoles ayant droit à des contributions

La liste des écoles et des filières de formation ayant droit à des contributions figure à présent dans l'annexe II de la CSR. Les formations proposées par les cantons signataires ainsi que la déclaration des cantons de domicile quant à leur disposition à verser des contributions y sont reproduites.

Le renvoi aux hautes écoles spécialisées ne figure plus dans cette disposition car celles-ci relèveront à l'avenir uniquement du champ d'application de l'AHES 2005.

Les élèves ne peuvent se prévaloir d'un droit à la prise en charge des contributions cantonales pour la fréquentation d'écoles et de filières de formation qui sont mentionnées dans la liste des écoles ayant droit à des contributions sans l'accord du canton débiteur.

II. Contributions cantonales

Art. 7 Fixation des contributions cantonales

Les contributions cantonales continuent d'être fixées pour une durée de deux ans. Le système des contributions forfaitaires a fait ses preuves. Il est maintenu. Comme jusqu'ici, le calcul des frais de formation se fonde sur les coûts complets (frais d'exploitation et d'infrastructure, charges d'intérêts et de capital incluses). Pour le calcul des frais de formation nets, il convient de déduire les contributions de tiers ainsi que d'éventuels facteurs réducteurs de charges (selon Accord-cadre intercantonal [ACI] du 24.6.2005). Les contributions cantonales doivent être fixées de manière à couvrir dans l'espace de la CSR 85% des frais de formation nets moyens et pondérés par élève et par année. Ce pourcentage a également été fixé dans l'AHES 2005 (art. 9 al. 2). Contrairement à la CSR, l'AHES ne prend toutefois pas en compte les frais d'infrastructure.

III. Élèves

Art. 8 Elèves n'ayant pas droit à des contributions

Si un canton de domicile (canton signataire ou non) refuse de prendre en charge la contribution cantonale, le canton où se situe l'école considère que les élèves issus de ce canton n'ont pas droit à des contributions.

Art. 9 Changement de domicile des élèves

Le nouveau canton de domicile peut autoriser l'élève à continuer de fréquenter son établissement même en cas de changement de degré scolaire (autre système scolaire dans le canton signataire), mais pour deux années au maximum.

IV. Application

Art. 10 Procédure d'inscription

La procédure d'inscription permet aux cantons de domicile de vérifier le droit aux contributions conformément à leur déclaration dans la liste des écoles ayant droit à des contributions. Précisant que «avant le début de l'année scolaire, l'établissement d'accueil remet les demandes (liste des élèves) au département compétent du canton signataire débiteur ainsi qu'une confirmation du domicile des élèves concernés», cette disposition limite la durée de la procédure d'inscription. Comme jusqu'ici, les exceptions sont à régler de manière bilatérale entre les cantons signataires.

Art. 11 Facturation des contributions cantonales

Désormais, la facturation ne peut être que semestrielle (également annuelle jusqu'ici). Cette modification facilite la tâche aux cantons pour la budgétisation et l'ajustement objectif des versements de contributions par exercice. Les dates déterminantes pour la facturation ne changent pas (15 nov. et 15 mai). Le délai de paiement est désormais fixé à 60 jours (comme dans l'AEPr, l'AES et l'AHES 2005).

Art. 12 Conférence des cantons signataires

Les tâches et les compétences de la Conférence des cantons signataires doivent désormais être mentionnées explicitement dans le texte de la convention (comme dans l'AEPr, l'AES et l'AHES 2005). Il lui incombe notamment de réviser la liste des écoles ayant droit à des contributions et d'adapter les contributions cantonales fixées en annexe de la convention. Afin que ces décisions reposent sur un large consensus, elles requièrent l'approbation de la majorité des membres de la conférence.

Art. 13 Secrétariat

Le secrétariat a surtout pour tâche d'informer les cantons signataires de l'application de la convention et de préparer les dossiers de la Commission d'exécution de la convention à l'attention de la Commission des secrétaires et de la Conférence des cantons signataires.

Art. 14 Commission d'exécution de la convention

La Commission d'exécution de la convention veille à l'application et au développement coordonnés de la CSR 2009 (cf. art. 3 al. 3). Les tâches de cette commission sont désormais énumérées dans la convention.

Art. 15 Instance d'arbitrage

La formulation a été reprise de la CSR 2000.

V. Dispositions transitoires et dispositions finales

Art. 16 Adhésion

En adhérant à la présente convention, les cantons s'engagent à fournir dans les conditions prescrites les données

nécessaires à l'application de la convention demandées par le secrétariat ou par la Commission d'exécution de la convention. Avec l'accord des cantons signataires, d'autres cantons peuvent adhérer à la convention.

Art. 17 Entrée en vigueur

Comme dans la CSR 2000, l'entrée en vigueur de la nouvelle CSR est explicitement subordonnée à l'adhésion d'au moins cinq cantons. La révision de la CSR 2000, reportée une première fois (CSR 2007) suite à l'ajournement, à l'échelon de la CDIP, de l'AES, devrait entrer en vigueur le 1^{er} août 2009. Afin que cet objectif puisse être réalisé, la disposition subordonnant l'entrée en vigueur de la CSR à celle de l'AES a été supprimée.

Art. 18 Dénonciation

La convention peut être dénoncée moyennant un préavis de deux ans, ce qui correspond à la réglementation en vigueur dans les conventions sur les écoles (disposition analogue à l'article 12 AEPr).

Art. 19 Maintien des obligations

Si un canton dénonce l'accord ou supprime une filière de formation proposée par un canton de la liste des écoles ayant droit à des contributions, les obligations qu'il avait contractées en adhérant au présent accord demeurent inchangées à l'égard des personnes se trouvant en formation au moment de la dénonciation de l'accord. De même, le droit à l'égalité de traitement est maintenu (disposition analogue à l'article 13 AEPr).

Art. 20 Révision de la convention

La convention peut être révisée par décision majoritaire. La majorité des cantons signataires actuels devra donc se prononcer, au moment de la procédure de ratification, non seulement sur l'adhésion à la convention mais aussi sur la révision ou l'abrogation de l'ancienne convention.

La révision tous les deux ans de la liste CSR a été reprise de l'actuelle convention. Dans un souci de flexibilité accrue, la liste peut aussi être révisée au bout d'un an.

Art. 21 Dispositions transitoires

Cette disposition garantit que le canton de domicile débiteur verse les contributions cantonales pour ses élèves qui suivent une filière de formation au sens de la CSR 2000 dans un canton signataire jusqu'à la fin de la formation régulière. De même, le droit à l'égalité de traitement est maintenu. On retrouve de telles dispositions transitoires dans d'autres conventions intercantionales sur les écoles.

Annexe I à la CSR 2009: contributions cantonales

Les contributions cantonales sont à présent fixées dans l'annexe I de la convention (comme dans l'AEPr). Voir article 5. Elles se fondent sur les calculs suivants dans l'espace CSR:

- Ecoles enfantines et école obligatoire: Frais de traitement + supplément moyen de 30% = moyenne des frais de formation (dont 85% des frais de formation moyens pondérés; comptes 2004);
- Ecoles d'enseignement général du cycle secondaire II; selon relevé des frais; comptes 2004 (dont 85% des frais de formation moyens pondérés).

Annexe II à la CSR 2009: liste des écoles et des filières de formation ayant droit à des contributions

La liste des écoles et des filières de formation ayant droit à des contributions figure à présent dans l'annexe II de la convention (cf. art. 6). Les cantons signataires déclarent les formations ayant droit à des contributions dans la liste correspondante. Le canton de domicile définit les formations pour lesquelles il est disposé à verser des contributions au moyen d'une codification.

6. PROPOSITION DU CONSEIL D'ÉTAT

La révision totale de la CSR représente une simplification importante des conventions intercantionales. Le Conseil d'Etat vous prie d'accepter le projet de loi concernant l'accueil réciproque d'élèves et le versement de contributions (CSR 2009).

BOTSCHAFT Nr. 94 16. September 2008 **des Staatsrats an den Grossen Rat zum Gesetzesentwurf über den Beitritt des Kantons Freiburg zum Regionalen Schulabkommen über die gegenseitige Aufnahme von Auszubildenden und Ausrichtung von Beiträgen (RSA 2009)**

Wir unterbreiten Ihnen den Gesetzesentwurf zum total revidierten Regionalen Schulabkommen (RSA 2000) der Nordwestschweizerischen Erziehungsdirektorenkonferenz (NW EDK).

1. DAS REGIONALE SCHULABKOMMEN (RSA 2000)

Das Regionale Schulabkommen der Kantone Aargau, Basellandschaft, Basel-Stadt, Bern, Freiburg, Luzern, Solothurn und Zürich trat auf Beginn des Schuljahres 1975/76 in Kraft. Seither ist es aufgrund der Entwicklungen und Erfahrungen viermal revidiert worden, letztmals im Jahre 2000 (RSA 2000).

Mit diesem Abkommen erklären sich die Abkommenskantone bereit, den Auszubildenden den Besuch der Schulen innerhalb dieser Region aufgrund einheitlich festgelegter Kantonsbeiträge zu ermöglichen. Das erweiterte RSA 2000 regelt seit dem 1. August 2000 den Besuch von Schulen im Bereich der Grundausbildung (Kindergärten, Volks- und Mittelschulen, Berufsschulen) und der tertiären Schulen der beruflichen Weiterbildung (Fach- und höheren Fachschulen, Diplomstudiengänge der Fachhochschulen, Pädagogische Hochschulen). Unter das Abkommen fallen öffentliche und private, vom Standortkanton subventionierte Schulen, ohne die Universitäten. Ausgenommen sind auch die Schulen im medizinischen und landwirtschaftlichen Bereich. Das RSA 2000 ist nach dem «A la carte»-Prinzip konzipiert. Die Standortkantone sind frei zu entscheiden, welche Schulen und Ausbildungsgänge sie für die Auszubildenden der entsendenden Abkommenskantone zur Verfügung stellen, die entsendenden Kantone sind aber auch frei zu bestimmen, für welche ausserkantonalen Schulen und Ausbildungsgänge sie den Kantonsbeitrag übernehmen (ausgenommen Fachhochschulbereich). Die Angebote und

Zusicherungen sind in einem Anhang (Liste der beitragsberechtigten Schulen) des Abkommens 2000 aufgeführt. Die Höhe der Kantonsbeiträge wird durch Beschluss der Konferenz der Abkommenskantone festgelegt. Das RSA der acht Nordwestschweizer Kantone hat sich im Laufe der Jahre zu einem umfassenden Regelwerk für die Abgeltung des Besuchs von ausserkantonalen Schulen und Bildungseinrichtungen im Raum Nordwestschweiz entwickelt; es hat sich in der Praxis und im Vollzug bewährt. Der Kanton Freiburg ist diesem Abkommen per Dekret des Grossen Rates vom 20. Juni 2000 beigetreten (siehe auch Botschaft Nr. 233 vom 9. Mai 2000).

In der obligatorischen Schule und teilweise im Bereich der Sekundarstufe 2 dient das Abkommen im Kanton Freiburg vor allem im Bereich der Kantonsgrenzen dazu, Schülerinnen und Schüler auf Grund grosser Schulwege den Besuch einer geographisch näher gelegenen Schule des Nachbarkantons zu ermöglichen. Ab der Sekundarstufe 2 haben die Freiburger Schülerinnen und Schüler beider Sprachregionen die Möglichkeit, Ausbildungsgänge zu besuchen, für die ein Angebot im eigenen Kanton fehlt.

Der gesamte Wortlaut der Vereinbarung befindet sich in der systematischen Gesetzessammlung des Kantons Freiburg unter der Nummer 416.4 und im Internet. Ein ähnliches Abkommen besteht seit dem Schuljahr 2005/06 für den französischsprachigen Teil des Kantons mit den anderen Kantonen der französischsprachigen Schweiz (systematischen Gesetzessammlung des Kantons Freiburg unter der Nummer 410.5, nur in französischer Sprache verfügbar).

2. DAS NEUE REGIONALE SCHULABKOMMEN ÜBER DIE GEGENSEITIGE AUFNAHME VON AUSZUBILDENDEN UND AUSRICHTUNG VON BEITRÄGEN (RSA 2009)

Die Kommission RSA wurde Ende April 2005 von der Plenarversammlung der NW EDK beauftragt, das Regionale Schulabkommen (RSA 2000) einer Totalrevision zu unterziehen. Die Entwicklungen auf nationaler Ebene (Revisionen der Interkantonalen Vereinbarungen im Berufsbildungsbereich und die neue Interkantonale Fachhochschulvereinbarung) machten diese Revision notwendig.

Dabei sind die folgenden Vorgaben der Plenarversammlung NW EDK berücksichtigt worden:

- Der Geltungsbereich des RSA 2009 umfasst die Bereiche Kindergärten, Volksschulen, allgemein bildende Schulen auf der Sekundarstufe II (Maturitätsschulen und Fachmittelschulen mit/ohne Berufsmaturität) sowie die vom Bund nicht anerkannten tertiären Bildungsgänge.
- Die Kantone bewilligen den ausserkantonalen Schulbesuch aus örtlichen oder anderen wichtigen Gründen oder sofern die absolvierende Ausbildung im eigenen Kanton nicht angeboten wird.
- Der Grundsatz, dass die Kantonsbeiträge im RSA möglichst kostendeckend festzulegen sind, gilt auch im RSA 2009.
- Die Regelung der Bereiche «berufliche Grundbildung», «höhere Berufsbildung» sowie der «Fachhochschulen» ist über die nationalen Vereinbarungen

sichergestellt. Eine spezielle Regelung für die Region Nordwestschweiz erübrigt sich demnach für diese Bildungsbereiche.

- Im RSA 2009 wird die Aufnahme und somit Regelung für Zusatzausbildungen, welche nicht unter die nationalen Vereinbarungen fallen (betrifft folgende vom Bund nicht anerkannten Ausbildungen: Vorkurse im Bereich Musik und Gestaltung, Vorbereitungskurse für den Eintritt in eine Pädagogische Hochschule, Passerellenangebote für Berufsmaturandinnen und -maturanden, tertiäre Studiengänge in den Bereichen Musik, Bewegungspädagogik und Journalismus) wird sichergestellt.
- Die Vorschriften für den Vollzug des Abkommens RSA wurden, so weit dies möglich war, mit den bestehenden nationalen Vereinbarungen (Berufsfachschulvereinbarung BFSV, Fachschulvereinbarung FSV und Fachhochschulvereinbarung FHV) der EDK harmonisiert.
- Der Grundsatz, dass mit Zustimmung der Abkommenskantone weitere Kantone dem RSA 2009 beitreten können, wird beibehalten.
- Der Kanton Wallis wird dem RSA 2009 der NW EDK neu beitreten.
- Die Bedingung für das Inkrafttreten, wonach mindestens fünf Kantone den Beitritt erklärt haben müssen, wurde beibehalten.

Das RSA 2000 der NW EDK wird auf den Zeitpunkt des Inkrafttretens des neuen Abkommens RSA durch Beschluss der Konferenz der Abkommenskantone aufgehoben.

3. FINANZIELLE AUSWIRKUNGEN

Entsprechend den Ergebnissen der Staatsrechnung 2007 sind folgende Beträge im Rahmen des RSA 2000 verbucht worden:

Rechnung 2007 gemäss RSA 2000

Studierende aus einem Abkommenskanton im Kanton Freiburg		Freiburger Studierende in einem Abkommenskanton		
Anzahl	Ertrag (Fr.)	Anzahl	Aufwand (Fr.)	Aufwandüberschuss (Fr.)
136	1 766 292	255	4 942 937	3 146 849

Die Reduktion des Angebots im neuen RSA 2009 – im Wesentlichen in den Bereichen der Volksschule und der Sekundarstufe – hätte in der Rechnungsperiode 2007 folgende Beträge ergeben:

Rechnung 2007 gemäss RSA 2009 (Tarife 2009)

Studierende aus einem Abkommenskanton im Kanton Freiburg		Freiburger Studierende in einem Abkommenskanton		
Anzahl	Ertrag (Fr.)	Anzahl	Aufwand (Fr.)	Aufwandüberschuss (Fr.)
129	1 780 000	72	1 860 000	80 000

Die Ertragsseite bleibt trotz einer leichten Tarifanpassung praktisch unverändert, da die bisherige Rechnungsstellung im Bereich der Fachhochschulen (Pädagogische Hochschule Freiburg, Fachhochschule für Gesundheit) direkt durch die Schulen erfolgt und auf deren Konto verbucht worden ist.

Durch den Wegfall der Berufsbildung und Fachhochschulbildung im RSA 2009 verbleiben in der Rechnung nur noch 72 Schülerinnen und Schüler, was den Minderaufwand erklärt. Die dafür aufzuwendenden Beträge werden aber als Mehraufwand in anderen Budgetpositionen erscheinen. Einzig der entfallende RSA-Zusatzbeitrag von 6% für die Fachhochschulen entspricht einem echten Minderaufwand von rund 162 000 Franken.

Die Schulen des Kindergartens, der Primarschule und der Orientierungsschule unseres Kantons stellen dem Kanton den effektiven Aufwand für die Betreuung der ausserkantonalen Schülerinnen und Schüler in Rechnung. Diese Beträge sind von Ort zu Ort sehr unterschiedlich, weil auch die allgemeinen Schulkosten und die Kosten der Infrastruktur unterschiedlich sind.

Die folgende Tabelle gibt Auskunft über die gemeinsamen Lohnkosten zwischen Kanton und Gemeinden gemäss der Rechnung 2007:

	Gesamtkosten für die Gehälter (Fr.)	Anz. Schüler SJ 07/08	Kosten pro Schüler	Anteil Kanton 35% (KGPS) bzw. 70% (OS)	Anteil gem. Topf 65% (KGPS) bzw. 30% (OS)
Kindergarten	22 192 895	3642	6094	2133	3961
Primarschule	149 775 317	19 733	7590	2657	4934
OS (Beispiel 1)	2 849 722	272	10 477	7334	3143
OS (Beispiel 2)	6 503 632	792	8212	5748	2463

Der RSA Beitrag wird auf einer in den Kantonen durchgeführten Kostenerhebung festgelegt. Er setzt sich zusammen aus 70% Lohnkosten und 30% für die allgemeinen Schulkosten und die Infrastruktur. Der Abkommensbeitrag entspricht 85% des ermittelten durchschnittlichen Wertes aller Kantone. Im Kanton Freiburg werden die gesamten Lohnkosten für den Kindergarten und die Primarschule in einer gemeinsamen Schulkostenabrechnung zwischen Kanton und Gemeinden (dem sog. «gemeinsamen Topf») aufgeteilt. Der Staatsrat ist deshalb der Auffassung, dass der Kanton in Zukunft den RSA Schulkostenbeitrag für Kindergarten und Primarschule so aufteilt, dass er den betroffenen Gemeinden 30% der RSA-Kantonsbeiträge für die allgemeinen Schulkosten und die Infrastruktur überweist und den verbleibenden Restbetrag für die Lohnkosten gesamthaft in die Abrechnung des gemeinsamen Topfs einfließen lässt, in welchem sie anteilmässig zwischen der Gesamtheit der Gemeinden und dem Kanton aufgeteilt werden.

Die folgende Tabelle zeigt die vorgeschlagene Aufteilung zwischen Kanton und Gemeinden auf:

	Kosten pro Schüler	RSA Beitrag 2009	30% Anteil für die betroffenen Gemeinden	Anteil in den gem. Topf
Kindergarten	6094	7200	2160	5040
Primarschule	7590	10 300	3090	7210

In der Orientierungsschule erfolgt die Aufteilung der Lohnkosten zwischen Kanton und Gemeinden in separaten Abrechnungen pro OS Zentrum. Auch hier erhält der OS Schulkreis vorerst 30% des Vereinbarungsbetra-

ges für die allgemeinen Schulkosten und die Kosten der Infrastruktur. Der verbleibende Betrag wird im Verhältnis der prozentualen Anteile der Lohnkosten zu 30% für die OS Schulkreise und 70% für den Kanton aufgeteilt.

	RSA Beitrag 2009	30% Anteil allg. Kosten + Infrastruktur	30% Lohnkostenanteil für die OS-Kreise	70% Lohnkostenanteil für den Kanton
OS	14 100	4230	2961	6909

Eine Beteiligung der Gemeinden an den Kosten für den ausserkantonalen Schulbesuch von Freiburger Schülerinnen und Schülern des Kindergartens, der Primar- und der Orientierungsschule ist in der heute gültigen Gesetzgebung nicht vorgesehen. Es wird zurzeit überprüft, diese im Rahmen der Revision der Schulgesetzgebung festzulegen.

Im Jahr 2007 wären von dieser Massnahme in Kindergarten und Primarschule keine und auf der Stufe OS 12 Schülerinnen und Schüler betroffen gewesen. Davon ausgenommen sind die Schülerinnen und Schüler des 10. partnersprachlichen Schuljahres. Im Sinne der Förderung der Partnersprache ist der Kanton auch in Zukunft bereit, die Kosten dafür alleine zu tragen.

4. ORGANISATORISCHE AUSWIRKUNGEN

Im heute gültigen RSA 2000 werden insbesondere im Berufsschulbereich Kostengutsprachen geleistet, welche sich auf geografische Kriterien abstützen (Beispiel: Auszubildende des OS Kreises Kerzers können die Wirtschaftsmittelschule in Bern (Handelsdiplom) besuchen). Die neu für diesen Bereich geltende Berufsfachschulvereinbarung (BSFV) sieht keine generellen Kostengutsprachen für Auszubildende einer bestimmten Region vor. Diese müssen bei Bedarf von den Kantonen gegenseitig neu ausgehandelt werden.

5. BEMERKUNG ZU DEN EINZELNEN ARTIKELN

Der Abkommenstitel präzisiert, dass es sich um ein Abkommen über die Ausrichtung von Beiträgen handelt. Der Kanton Wallis wird dem RSA 2009 ebenfalls beitreten.

I. Allgemeine Bestimmungen

Art. 1 Zweck

Kernpunkt der Totalrevision des Abkommens RSA ist die Ausklammerung des Berufsbildungs- und Fachhochschulbereichs aus dem Abkommen RSA der NW EDK. Diese Bildungsbereiche sollen von der regionalen auf die nationale Ebene der EDK verlagert werden. Dies bedeutet, dass die berufliche Grundbildung über die BFSV, die höhere Berufsbildung vorläufig über die FSV (später HFSV) und der Fachhochschulbereich über die FHV 2005 geregelt werden.

Art. 2 Geltungsbereich

Das revidierte RSA beschränkt sich auf die öffentlichen und privaten, vom Standortkanton subventionierte Kindergärten, Volksschulen und allgemein bildenden Schulen auf der Sekundarstufe II sowie die vom Bund nicht aner-

kannten tertiären Bildungsgänge. Der Geltungsbereich des Abkommens RSA umfasst im Besonderen auch

- die Schulen mit spezifisch-strukturierten Angeboten für Hochbegabte (für diejenigen RSA-Kantone, welche der Vereinbarung für «Hochbegabte» der EDK vom 20.2.2003 beigetreten sind, gilt nach dem Grundsatz «nationale Vereinbarungen gehen regionalen Abkommen vor»; die EDK-Vereinbarung)
- die vom Bund nicht anerkannten Vorkurse Musik und Gestaltung (bis klar ist, ob die gestalterischen Vorkurse unter die BFSV fallen)
- Passerellenangebote für Berufsmaturandinnen- und -maturanden
- die Vorbereitungskurse für den Eintritt in eine Pädagogische Hochschule (weil die pädagogischen Ausbildungen ausserhalb des Berufsbildungsgesetzes des Bundes [BBG] zu regeln sind, ist eine Verlagerung in die BFSV nicht möglich)
- tertiäre, vom Bund nicht anerkannte Studiengänge (betroffen sind verschiedene Angebote im Bereich Musik, die Bewegungspädagogik der GDS Basel sowie der Studiengang Journalismus der MAZ Luzern).
- Das RSA 2009 gilt unverändert für die deutsch- und französischsprachigen Angebote der Region.

Art. 3 Grundsätze

Regelt die Gleichstellung (insbesondere hinsichtlich Klassenbildung, Promotion, Ausschluss sowie Schul- bzw. Kurs- und Studiengebühren) gilt nur für Auszubildende aus Abkommenskantonen, sofern der Wohnsitzkanton die Kantonsbeiträge gem. Liste der beitragsberechtigten Schulen zum RSA 2009 übernimmt. Die Aufnahmebestimmungen für ausserkantonale Auszubildende sind in Art. 5 Abs. 3 geregelt. Im geltenden Abkommen (Art. 2 Abs. 3) ist verankert, dass die Kantonsbeiträge je Schultyp und Ausbildungsgang, nach Berücksichtigung des Standortvorteils, möglichst kostendeckend festzulegen sind. Dieser Hinweis wird mit den Vorgaben für die Berechnung und Festsetzung der Kantonsbeiträge in Art. 7 hinfällig. Die institutionalisierten Kontakte im RSA-Raum werden mit der Kommission zum Vollzug des Abkommens sichergestellt (s. Art. 14).

Art. 4 Zahlungspflichtiger Wohnsitzkanton

Die Grundsätze zur Bestimmung des zahlungspflichtigen Wohnsitzkantons mussten überarbeitet werden. Änderungen wurden bei den folgenden Buchstaben vorgenommen:

Unmündige Auszubildende (Bst. a, b, g):

Bei unmündigen Auszubildenden, die in einer vom Wohnsitzkanton anerkannten Pflegefamilie wohnen, wird neu der Wohnsitzkanton der Pflegefamilie (und nicht der zivilrechtliche Wohnsitz der Eltern) zahlungspflichtig, sofern sich der Aufenthaltsort des Kindes nicht im Schulortskanton befindet (Bst. a).

In den übrigen Fällen ist wie bisher der zivilrechtliche Wohnsitz der Eltern massgebend (Bst. g). Dies ist neu bspw. bei der Aufnahme von Hochbegabten auch dann der Fall, wenn sie ihren Aufenthaltsort im Schulortskanton oder in einem anderen Kanton haben (Bst. b).

Mündige Auszubildende (Bst. f):

Für mündige Auszubildende, die ausserkantonale eine allgemein bildende Schule auf der Sekundarstufe II besuchen, sind wie bisher die stipendienrechtlichen Bestimmungen massgebend (vgl. Art. 3 Bst. d RSA 2000).

Art. 5 Voraussetzungen für die Beitragsleistung

Die Kantonsbeiträge werden neu als integrierender Bestandteil im Anhang I zum Abkommen RSA aufgeführt (vgl. Anhang I).

Die Regelung des Schulorts und der Ausbildungsform liegt in der Zuständigkeit der Kantone. Der Wohnsitzkanton kann eine Bewilligung aus geographischen oder anderen wichtigen Gründen erteilen. Die Wohnsitzkantone deklarieren in der Liste der beitragsberechtigten Schulen das Ausmass der Freizügigkeit mittels Codesetzung. (Beispiel für die Codesetzung: Der Schulbesuch im Nachbarkanton erfolgt aus geographischen Gründen; Deklaration bzw. Einschränkung betroffenes Einzugsgebiet). Neu ist die Bestimmung, dass die ausserkantonalen Auszubildenden auf der Sekundarstufe II vom Standortkanton nur aufgenommen werden, sofern diese die Aufnahmebestimmungen des Standort- und des Wohnsitzkantons erfüllen. Ein Kanton darf Ausserkantonale aus einem Abkommenskanton wegen der unterschiedlichen Aufnahmebedingungen nicht ablehnen, wenn aus diesem Grund eine zusätzliche Klasse gebildet werden müsste (vgl. Art. 3 Abs. 1).

Art. 6 Liste der beitragsberechtigten Schulen

Die Liste der beitragsberechtigten Schulen und Ausbildungsgänge wird neu als integrierender Bestandteil im Anhang II zum Abkommen RSA geführt. Aus dieser Liste können die Angebote der Partnerkantone sowie die gemeldete Deklaration der Zahlungsbereitschaft der Wohnkantone entnommen werden.

Der Verweis auf Fachhochschulen entfällt, da diese künftig nur noch über die FHV 2005 der EDK geregelt werden.

Die Auszubildenden haben keinen Rechtsanspruch auf Übernahme der Kantonsbeiträge für den Besuch von Schulen und Ausbildungsgängen, welche nicht mit Zustimmung des zahlungspflichtigen Kantons auf der Liste der beitragsberechtigten Schulen aufgeführt sind.

II. Kantonsbeiträge

Art. 7 Festsetzung der Kantonsbeiträge

Die Kantonsbeiträge werden wie bisher für die Dauer von zwei Jahren festgelegt. Das System der Pauschalbeiträge hat sich bewährt. Es wird beibehalten. Ausgangspunkt für die Berechnung der Ausbildungskosten sind wie bisher die Vollkosten (Betriebskosten und Infrastrukturkosten; inkl. Zins- und Kapitalkosten). Für die Ermittlung der Netto-Ausbildungskosten sind allfällige Schulgebühren, Beiträge Dritter sowie mögliche aufwandmindernde Faktoren (gem. interkantonale Rahmenvereinbarung IRV vom 24.6.2005) abzuziehen. Die Kantonsbeiträge sind so festzulegen, dass sie im RSA-Raum 85 Prozent der ermittelten durchschnittlichen gewichteten Netto-Ausbildungskosten pro Auszubildenden und Jahr decken. Dieser Prozentsatz wurde auch in der FHV 2005 (Art. 9 Abs. 2) fixiert. Im Gegensatz zum RSA werden aber in der FHV 2005 die Infrastrukturkosten nicht berücksichtigt.

III. Auszubildende

Art. 8 Nicht beitragsberechtigende Auszubildende

Sofern ein Wohnsitzkanton (Abkommens- oder Nichtabkommenskanton) den Kantonsbeitrag verweigert, sind die Auszubildenden im Schulortskanton nicht als beitragsberechtigend anerkannt.

Art. 9 Wohnsitzwechsel von Auszubildenden

Der neue Wohnsitzkanton kann die Bewilligung für den Verbleib am bisherigen Schulort auch bei einem Schulstufenwechsel (anderes Schulsystem im Partnerkanton) für die Dauer von höchstens zwei Jahren erteilen.

IV. Vollzug

Art. 10 Anmeldeverfahren

Die Wohnsitzkantone können mit dem Anmeldeverfahren die Beitragsberechtigung gem. ihrer Deklaration in der Liste der beitragsberechtigten Schulen überprüfen. Mit dem Hinweis «die Schule stellt die Anmeldungen (Liste der Auszubildenden) mit einer Bestätigung über den Wohnsitzkanton bis zum Beginn des Schuljahres dem zuständigen Departement des zahlungspflichtigen Abkommenskantons zu» wird das Anmeldeverfahren zeitlich begrenzt. Ausnahmen sind wie bisher auf bilateralem Weg zwischen den Abkommenskantonen zu regeln.

Art. 11 Rechnungsstellung der Kantonsbeiträge

Die Rechnungsstellung ist neu nur noch semesterweise (bisher auch jährlich) möglich. Diese Änderung erleichtert den Kantonen die Budgetierung und die sachliche Abgrenzung der Beitragszahlungen pro Rechnungsjahr. Die massgebenden Stichtage (15.11. und 15.5.) für die Rechnungsstellung bleiben unverändert. Die Zahlungsfrist wird neu auf 60 Tage festgelegt (analog BFSV/FSV/FHV 2005).

Art. 12 Konferenz der Abkommenskantone

Die Aufgaben und Kompetenzen der Konferenz der Abkommenskantone sollen im Abkommenstext explizit erwähnt werden (analog BFSV/FSV/FHV 2005). In ihrer Kompetenz liegen insbesondere die Revision der Liste der beitragsberechtigten Schulen sowie die Anpassung der im Anhang zum Abkommen festgelegten Kantonsbeiträge. Damit diese Entscheide breit abgestützt sind, erfordern sie die Zustimmung der Mehrheit der Mitglieder der Konferenz der Abkommenskantone.

Art. 13 Geschäftsstelle

Der Geschäftsstelle obliegen vor allem die Information der Abkommenskantone zum Vollzug des Abkommens sowie die Vorbereitung der Geschäfte der Kommission zum Vollzug des Abkommens z.Hd. der Sekretärenkommission und der Konferenz der Abkommenskantone.

Art. 14 Kommission zum Vollzug des Abkommens

Die Kommission zum Vollzug des Abkommens sorgt für eine koordinierte Anwendung und Weiterentwicklung des RSA 2009 (vgl. Art. 3 Abs. 3). Die Aufgaben der Kommission zum Vollzug des Abkommens sind im Abkommenstext neu aufgeführt.

Art. 15 Schiedsinstanz

Formulierung aus dem RSA 2000 unverändert übernommen.

V. Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 16 Beitritt

Mit dem Beitritt zu diesem Abkommen verpflichten sich die Kantone, die von der Geschäftsstelle bzw. der Kommission zum Vollzug des Abkommens für den Vollzug notwendigen Daten zum RSA in vorgeschriebener Weise zu liefern. Mit Zustimmung der Abkommenskantone können weitere Kantone dem Abkommen beitreten.

Art. 17 Inkrafttreten

Die Inkraftsetzung wird wie im RSA 2000 explizit an die Bedingung geknüpft, dass mindestens fünf Kantone den Beitritt zum neuen RSA erklärt haben. Nachdem das RSA 2007 wegen der Verzögerungen auf EDK-Ebene (Zurückstellung HFSV) verschoben werden musste, soll das revidierte Abkommen RSA nun auf den 1. August 2009 realisiert werden. Damit dieses Ziel erreicht werden kann, wurde die Bedingung, dass das revidierte RSA zusammen mit der HFSV in Kraft gesetzt werden soll, gestrichen.

Art. 18 Kündigung

Die Kündigungsfrist von zwei Jahren entspricht der üblichen Regelung in den Schulgeldabkommen (analog Art. 12 BFSV).

Art. 19 Weiterdauer der Verpflichtungen

Kündigt ein Kanton das Abkommen oder streicht er die Zahlungsbereitschaft eines Ausbildungsgangs aus der Liste der beitragsberechtigten Schulen, bleiben seine Verpflichtungen aus diesem Abkommen für die zum Zeitpunkt des Austritts eingeschriebenen Auszubildenden weiter bestehen. In gleicher Weise bleibt der Anspruch auf Gleichbehandlung erhalten (analog Art. 13 BFSV).

Art. 20 Revision des Abkommens

Das Abkommen kann durch Mehrheitsbeschluss revidiert werden. Die Mehrheit der bisherigen Abkommenskantone wird demnach beim Ratifizierungsverfahren zusammen mit dem Entscheid zum Beitritt auch über die Revision bzw. Aufhebung des alten Abkommens zu entscheiden haben.

Der Zweijahres-Rhythmus zur Änderung der RSA-Liste wurde vom bestehenden Abkommen RSA 2000 übernommen. Zur Erhöhung der Flexibilität soll die RSA-Liste bei begründetem Bedarf wie bisher, aber auch nach einem Jahr revidiert werden können.

Art. 21 Übergangsbestimmungen

Damit wird sichergestellt, dass der zahlungspflichtige Wohnsitzkanton für seine Auszubildenden, die noch unter der Geltung des RSA 2000 in ausserkantonalen Schulen einen Ausbildungsgang belegen, die Kantonsbeiträge bis zum Abschluss der ordentlichen Ausbildung zu leisten hat. In gleicher Weise bleibt der Anspruch auf Gleichstellung erhalten. Eine solche Bestimmung ist auch in anderen interkantonalen Schulgeldabkommen üblich.

Anhang I zum RSA 2009: Kantonsbeiträge

Die Kantonsbeiträge werden neu (analog BFSV) im Anhang I zum Abkommen verankert (vgl. Art. 5). Die Kantonsbeiträge basieren auf den folgenden Berechnungen im RSA-Raum:

- Kindergarten und Volksschule: Besoldungskosten + durchschnittlicher Zuschlag 30% = durchschnittliche Ausbildungskosten (davon 85% der durchschnittlich gewichteten Ausbildungskosten; Rechnung 2004);
- Allgemein bildende Schulen Sekundarstufe II: gemäss Kostenerhebung; Rechnung 2004 (davon 85% der durchschnittlich gewichteten Ausbildungskosten).

Anhang II zum RSA 2009: Liste der beitragsberechtigten Schulen und Ausbildungsgänge

Die Liste wird neu als Anhang II zum Abkommen RSA geführt (vgl. Art. 6). Die Abkommenskantone deklarieren

ihre Angebote in ihrer Liste der beitragsberechtigten Schulen und Ausbildungsgänge. Der Wohnsitzkanton bestimmt gemäss Codeliste zum RSA 2009, für welche Angebote er die Beiträge leistet.

6. ANTRAG DES STAATSRATES

Die Totalrevision RSA bedeutet eine wesentliche Vereinfachung der interkantonalen Abkommen. Der Staatsrat bittet den Grossen Rat, den Gesetzesentwurf betreffend das Regionale Schulabkommen über die gegenseitige Aufnahme von Auszubildenden und Ausrichtung von Beiträgen (RSA 2009) anzunehmen.

Loi

du

portant adhésion du canton de Fribourg à la convention scolaire régionale concernant l'accueil réciproque d'élèves et le versement de contributions (CSR 2009)

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu l'article 48 de la Constitution fédérale du 18 avril 1999;

Vu l'article 100 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004;

Vu le message du Conseil d'Etat du 16 septembre 2008;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

Art. 1

Le canton de Fribourg adhère à la convention scolaire régionale du 23 novembre 2007 concernant l'accueil réciproque d'élèves et le versement de contributions (CSR 2009) des cantons d'Argovie, de Bâle-Campagne, de Bâle-Ville, de Berne, de Fribourg, de Lucerne, de Soleure, du Valais et de Zurich, dont le texte suit la présente loi.

Art. 2

¹ Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

² La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Gesetz

vom

über den Beitritt des Kantons Freiburg zum Regionalen Schulabkommen über die gegenseitige Aufnahme von Auszubildenden und Ausrichtung von Beiträgen (RSA 2009)

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf den Artikel 48 der Bundesverfassung vom 18. April 1999;

gestützt auf den Artikel 100 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004;

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 16. September 2008;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Der Kanton Freiburg tritt dem Regionalen Schulabkommen vom 23. November 2007 über die gegenseitige Aufnahme von Auszubildenden und Ausrichtung von Beiträgen (RSA 2009) der Kantone Aargau, Basel-Landschaft, Basel-Stadt, Bern, Freiburg, Luzern, Solothurn, Wallis und Zürich bei, dessen Wortlaut diesem Gesetz folgt.

Art. 2

¹ Der Staatsrat bestimmt das Inkrafttreten dieses Gesetzes.

² Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

Convention scolaire régionale

du 23 novembre 2007

concernant l'accueil réciproque d'élèves et le versement de contributions (CSR 2009)

Les cantons d'Argovie, de Bâle-Campagne, de Bâle-Ville, de Berne, de Fribourg, de Lucerne, de Soleure, du Valais et de Zurich, ci-après nommés cantons signataires, concluent la convention suivante:

I. Dispositions générales

Art. 1 But

La présente convention règle pour les écoles enfantines, les établissements de la scolarité obligatoire, les écoles d'enseignement général du cycle secondaire II ainsi que les filières d'études du degré tertiaire non reconnues par la Confédération:

- l'accès intercantonal,
- le statut des élèves,
- la contribution que le canton de domicile des élèves doit verser.

Art. 2 Champ d'application

La présente convention s'applique aux jardins d'enfants, établissements de la scolarité obligatoire et écoles d'enseignement général du cycle secondaire II publics ou privés et subventionnés par le canton siège ainsi qu'aux filières d'études du degré tertiaire non reconnues par la Confédération.

Regionales Schulabkommen

vom 23. November 2007

über die gegenseitige Aufnahme von Auszubildenden und Ausrichtung von Beiträgen (RSA 2009)

Zwischen den Kantonen Aargau, Basel-Landschaft, Basel-Stadt, Bern, Freiburg, Luzern, Solothurn, Wallis und Zürich, nachfolgend Abkommenskantone genannt, wird folgendes Abkommen getroffen:

I. Allgemeine Bestimmungen

Art. 1 Zweck

Dieses Abkommen regelt für die Kindergärten, Volksschulen, allgemein bildenden Schulen auf der Sekundarstufe II sowie die vom Bund nicht anerkannten tertiären Bildungsgänge:

- den interkantonalen Zugang
- die Stellung der Auszubildenden
- die Abgeltung, welche die Wohnsitzkantone der Auszubildenden leisten.

Art. 2 Geltungsbereich

Dieses Abkommen gilt für öffentliche und private, vom Standortkanton subventionierte Kindergärten, Volksschulen und allgemein bildende Schulen auf der Sekundarstufe II sowie die vom Bund nicht anerkannten tertiären Bildungsgänge.

Art. 3 Principes

¹ Les élèves issus des cantons signataires bénéficient des mêmes droits que ceux du canton siège, notamment en ce qui concerne la composition des classes, la promotion, l'exclusion ainsi que les taxes de scolarité, de cours et d'études. Si les capacités d'accueil d'une filière de formation ont été atteintes, le canton siège peut orienter les candidats et candidates aux études vers d'autres écoles offrant la même formation, dans la mesure où celles-ci peuvent les accueillir.

² Les cantons signataires dont les élèves fréquentent des écoles extracantonales versent une contribution cantonale fixée de manière uniforme par année scolaire et type d'école.

³ Les cantons signataires veillent, par des contacts institutionnalisés et réguliers, à l'application et au développement coordonnés de la CSR 2009.

Art. 4 Canton de domicile débiteur

Est réputé canton de domicile débiteur:

- a) le canton de domicile de la famille d'accueil des élèves mineurs;
- b) le canton du domicile civil des parents d'élèves mineurs qui résident dans le canton où se situe l'école ou dans un autre canton;
- c) le canton d'origine pour les Suisses et les Suissesses majeurs dont les parents ne résident pas en Suisse ou qui, orphelins de père et de mère, vivent à l'étranger; dans les cas où il y a plusieurs origines cantonales, la plus récente est prise en compte;
- d) le canton d'assignation pour les réfugié-e-s et les apatrides majeurs qui sont orphelins de père et de mère ou dont les parents résident à l'étranger; la lettre f est réservée;
- e) le canton du domicile civil pour les étrangers et les étrangères majeurs orphelins de père et de mère ou dont les parents résident à l'étranger; la lettre f est réservée;
- f) le canton dans lequel les élèves majeurs ont résidé en permanence pendant au moins deux ans et où ils ont exercé – sans suivre simultanément une formation – une activité lucrative qui leur a permis d'être financièrement indépendants. La gestion d'un ménage familial et l'accomplissement du service militaire sont également considérés comme des activités lucratives;

Art. 3 Grundsätze

¹ Auszubildende aus den Abkommenskantonen sind solchen aus dem Standortkanton rechtlich gleichgestellt, insbesondere hinsichtlich Klassenbildung, Promotion, Ausschluss sowie Schul- bzw. Kurs- und Studiengebühren. Wenn in einem Ausbildungsgang die Ausbildungskapazitäten ausgeschöpft sind, kann der Standortkanton die Anwärterinnen und Anwärter auf eine Ausbildung an andere Schulen mit dem gleichen Ausbildungsangebot umleiten, sofern diese freie Ausbildungsplätze zur Verfügung haben.

² Die Abkommenskantone entrichten für ihre Auszubildenden, die ausserkantonale Schulen besuchen, je Schuljahr und Ausbildungstyp einheitliche Kantonsbeiträge.

³ Die Abkommenskantone sorgen durch institutionalisierte regelmässige Kontakte für eine koordinierte Anwendung und Weiterentwicklung des RSA 2009.

Art. 4 Zahlungspflichtiger Wohnsitzkanton

Als zahlungspflichtiger Wohnsitzkanton gilt:

- a) der Wohnsitzkanton der Pflegefamilie für die unmündigen Auszubildenden;
- b) der Kanton des zivilrechtlichen Wohnsitzes der Eltern bei unmündigen Auszubildenden, die ihren Aufenthaltsort im Schulortskanton oder in einem anderen Kanton haben;
- c) der Heimatkanton für mündige Schweizerinnen und Schweizer, deren Eltern im Ausland wohnen oder die elternlos im Ausland wohnen, bei mehreren Heimatkantonen gilt das zuletzt erworbene Bürgerrecht;
- d) der zugewiesene Kanton für mündige Flüchtlinge und Staatenlose, die elternlos sind oder deren Eltern im Ausland wohnen; vorbehalten bleibt Buchstabe f;
- e) der Kanton des zivilrechtlichen Wohnsitzes für mündige Ausländerinnen und Ausländer, die elternlos sind oder dessen Eltern im Ausland wohnen; vorbehalten bleibt Buchstabe f;
- f) der Kanton, in dem mündige Auszubildende beim Ausbildungsbeginn mindestens zwei Jahre ununterbrochen gewohnt haben und, ohne gleichzeitig in Ausbildung zu sein, finanziell unabhängig gewesen sind; als Erwerbstätigkeit gelten auch die Führung eines Familienhaushalts und das Leisten von Militärdienst;

- g) dans tous les autres cas, le canton dans lequel les parents de l'élève ont leur domicile civil à la date déterminante de facturation ou dans lequel l'autorité compétente en dernier lieu a son siège.

Art. 5 Conditions du versement des contributions

¹ Le versement de contributions cantonales conformément à l'annexe I pour la fréquentation d'écoles extracantonales est subordonné à la délivrance d'une autorisation par le canton de domicile.

² Le canton de domicile peut délivrer une autorisation pour des motifs géographiques ou d'autres justes motifs.

³ Au cycle secondaire II et dans le degré tertiaire, les élèves issus d'autres cantons ne sont admis par le canton siège que s'ils remplissent les conditions d'admission du canton siège et du canton de domicile.

Art. 6 Liste des écoles ayant droit à des contributions

¹ La liste des écoles et des filières de formation ayant droit à des contributions est annexée à la présente convention (annexe II).

² Sur la proposition du canton siège, la Conférence des cantons signataires décide d'ajouter des écoles publiques ou privées et subventionnées sur la liste des écoles ayant droit à des contributions; le canton d'origine décide du versement de contributions cantonales. Les éventuelles restrictions font l'objet d'un code.

³ Les élèves ne peuvent prétendre légalement à la prise en charge des contributions cantonales pour la fréquentation d'écoles et de filières de formation figurant sur la liste des écoles ayant droit à des contributions sans l'accord du canton débiteur.

II. Contributions cantonales

Art. 7 Fixation des contributions cantonales

¹ Les contributions cantonales sont fixées pour une durée de deux ans sous forme de contributions forfaitaires, échelonnées selon le degré scolaire et la filière de formation, par élève et par année (annexe I). Elles sont dues pour le semestre entier.

- g) in allen anderen Fällen der Kanton, in dem sich am Stichdatum der Rechnungsstellung der zivilrechtliche Wohnsitz der Eltern befindet oder aber der Sitz der zuletzt zuständigen Vormundschaftsbehörde.

Art. 5 Voraussetzungen für die Beitragsleistung

¹ Die Leistung von Kantonsbeiträgen gemäss Anhang I für den ausserkantonalen Schulbesuch setzt die Erteilung einer Bewilligung durch den Wohnsitzkanton voraus.

² Der Wohnsitzkanton kann eine Bewilligung aus geographischen oder anderen wichtigen Gründen erteilen.

³ Die ausserkantonalen Auszubildenden auf der Sekundarstufe II und der Tertiärstufe werden vom Standortkanton nur aufgenommen, sofern sie die Aufnahmebestimmungen des Standort- und des Wohnsitzkantons erfüllen.

Art. 6 Liste der beitragsberechtigten Schulen

¹ Als Anhang II zu diesem Abkommen wird die Liste der beitragsberechtigten Schulen und Ausbildungsgänge geführt.

² Die Konferenz der Abkommenskantone entscheidet auf Antrag des Standortkantons über die Aufnahme öffentlicher und privater subventionierter Schulen in die Liste der beitragsberechtigten Schulen; der entsendende Kanton entscheidet über die Leistung von Kantonsbeiträgen. Allfällige Einschränkungen werden mit einem Code vereinbart.

³ Die Auszubildenden haben keinen Rechtsanspruch auf Übernahme der Kantonsbeiträge für den Besuch von Schulen und Ausbildungsgängen, welche nicht mit Zustimmung des zahlungspflichtigen Kantons auf der Liste der beitragsberechtigten Schulen aufgeführt sind.

II. Kantonsbeiträge

Art. 7 Festsetzung der Kantonsbeiträge

¹ Die Kantonsbeiträge werden in Form von Pauschalbeiträgen, abgestuft nach Schulstufe und Ausbildungsgang, pro Auszubildenden und Jahr, für die Dauer von zwei Jahren festgelegt (vgl. Anhang I). Sie sind jeweils für ein volles Semester geschuldet.

² Les contributions cantonales sont fixées sur la base des frais de formation nets moyens et pondérés, c'est-à-dire les frais d'exploitation et d'infrastructure (charges d'intérêts et de capital incluses), déduction faite d'éventuelles taxes de scolarité, de cours ou d'études ou de contributions de tiers.

III. Elèves

Art. 8 Elèves n'ayant pas droit à des contributions

¹ Les élèves ainsi que les candidats et candidates issus d'un canton non signataire de la présente convention ou issus d'un canton signataire mais suivant une formation non admise par ce dernier sur la liste des écoles ayant droit à des contributions ne peuvent prétendre légalement à l'égalité de traitement. Ils peuvent être admis dans une filière de formation si les élèves issus d'un canton signataire ayant admis cette filière dans la liste des écoles ayant droit à des contributions y ont trouvé une place et si le financement est réglé.

² Les élèves issus d'un canton non signataire de la présente convention ou issus d'un canton signataire mais suivant une formation non admise par ce dernier sur la liste des écoles ayant droit à des contributions se voient facturer en sus des taxes de scolarité, de cours ou d'études, un écolage au moins équivalent aux contributions prévues dans l'annexe I de la présente convention.

Art. 9 Changement de domicile des élèves

¹ Si les parents transfèrent leur domicile civil dans un autre canton signataire, les élèves peuvent, moyennant l'autorisation du canton de domicile, continuer de fréquenter leur établissement mais pour deux années au maximum.

² Pour les élèves fréquentant une filière d'études du degré tertiaire non reconnue par la Confédération, le domicile déterminant selon l'article 4 au début de la formation est valable pour toute la durée de la formation.

IV. Application

Art. 10 Procédure d'inscription

¹ La demande d'inscription des élèves s'effectue auprès de l'établissement d'accueil. Avant le début de l'année scolaire, ce dernier remet les demandes (liste des élèves) au département compétent du canton signataire débiteur ainsi qu'une confirmation du domicile des élèves concernés.

² Massgebend für die Festlegung der Kantonsbeiträge sind die durchschnittlichen gewichteten Netto-Ausbildungskosten, d.h. die Betriebs- und die Infrastrukturkosten (inkl. Zins- und Kapitalkosten), abzüglich allfälliger Schul- bzw. Kurs- und Studiengebühren sowie Beiträge Dritter.

III. Auszubildende

Art. 8 Nicht beitragsberechtignte Auszubildende

¹ Auszubildende sowie Anwärterinnen und Anwärter aus Nichtabkommens-kantonen oder aus Kantonen, welche ein Angebot gemäss Liste der beitragsberechtignten Schulen belegen, das vom Wohnsitzkanton nicht als beitragsberechtigt anerkannt worden ist, haben keinen Anspruch auf Gleichbehandlung. Sie können zu einem Ausbildungsgang zugelassen werden, wenn die Auszubildenden aus den Abkommenskantonen, die das Angebot als beitragsberechtigt anerkennen, Aufnahme gefunden haben und die Finanzierung geregelt ist.

² Auszubildenden aus Nichtabkommenskantonen oder aus Kantonen, welche ein Angebot belegen, das vom Wohnsitzkanton in der Liste der beitragsberechtignten Schulen nicht als beitragsberechtigt anerkannt worden ist, wird neben den Schul- bzw. Kurs- und Studiengebühren ein Schulgeld auferlegt, welches mindestens der Abgeltung gemäss Anhang I zu diesem Abkommen entspricht.

Art. 9 Wohnsitzwechsel von Auszubildenden

¹ Verlegen die Eltern ihren zivilrechtlichen Wohnsitz in einen anderen Abkommenskanton, können die Auszubildenden das bisherige Angebot mit Bewilligung des Wohnsitzkantons weiter besuchen, höchstens aber für die Dauer von zwei Jahren.

² Bei Auszubildenden, die vom Bund nicht anerkannte tertiäre Bildungsgänge besuchen, gilt der zum Zeitpunkt des Ausbildungsbeginns gemäss Artikel 4 massgebende Wohnsitz für die ganze Ausbildungsdauer.

IV. Vollzug

Art. 10 Anmeldeverfahren

¹ Die Anmeldung der Auszubildenden erfolgt an die aufnehmende Schule. Die Schule stellt die Anmeldungen (Liste der Auszubildenden) mit einer Bestätigung über den Wohnsitzkanton bis zum Beginn des Schuljahres dem zuständigen Departement des zahlungspflichtigen Abkommenskantons zu.

² Les refus de prise en charge de la contribution cantonale sont notifiés à l'établissement d'accueil, à l'élève concerné ainsi qu'au département compétent du canton d'accueil dans un délai de quarante jours.

Art. 11 Facturation des contributions cantonales

¹ Les dates déterminantes pour le calcul du nombre d'élèves issus des cantons signataires et pour la facturation des contributions cantonales sont le 15 novembre et le 15 mai.

² Le canton siège détermine à qui ressortit la facturation des contributions aux cantons signataires. Celle-ci intervient semestriellement le 15 novembre et le 15 mai. La facture est à payer dans les soixante jours.

Art. 12 Conférence des cantons signataires

¹ La Conférence des cantons signataires se compose d'une délégation de chacun des cantons ayant adhéré à la convention.

² Elle assume les tâches suivantes:

- a) la révision (admission ou exclusion d'écoles ou de filières de formation) de la liste des écoles ayant droit à des contributions;
- b) la fixation des contributions cantonales pour une durée de deux ans;
- c) le traitement des affaires en rapport avec la présente convention, préparées par la commission consultative (Commission des secrétaires) à l'attention de la Conférence des cantons signataires;
- d) la réception des rapports de la Commission d'exécution de la convention;
- e) la désignation du président ou de la présidente de la Commission d'exécution de la convention;
- f) la délivrance de l'autorisation de révision de la convention.

³ Les décisions visées à l'alinéa 2 requièrent l'approbation de la majorité des membres de la Conférence des cantons signataires.

⁴ Elle nomme le Secrétariat et désigne la Commission d'exécution de la convention.

² Negative Entscheide hinsichtlich der Übernahme des Kantonsbeitrages werden innert 40 Tagen der aufnehmenden Schule, dem oder der betroffenen Auszubildenden sowie dem zuständigen Departement des aufnehmenden Kantons mitgeteilt.

Art. 11 Rechnungsstellung der Kantonsbeiträge

¹ Stichdaten für die Ermittlung der Auszubildenden aus den Abkommenskantonen und für die Rechnungsstellung der Kantonsbeiträge sind der 15. November und der 15. Mai.

² Der Standortkanton regelt die Zuständigkeit für die Rechnungsstellung an die Abkommenskantone. Die Rechnungsstellung erfolgt semesterweise am 15. November und am 15. Mai. Die Rechnung ist innert 60 Tagen zu begleichen.

Art. 12 Konferenz der Abkommenskantone

¹ Die Konferenz der Abkommenskantone setzt sich aus je einer Vertretung der Kantone zusammen, die dem Abkommen beigetreten sind.

² Ihr obliegen die folgenden Aufgaben:

- a) die Revision (Aufnahme bzw. Streichung von Schulen/Ausbildungsgängen) der Liste der beitragsberechtigten Schulen;
- b) die Festlegung der Kantonsbeiträge für eine jeweilige Dauer von zwei Jahren;
- c) die Behandlung der von der vorberatenden Kommission (Sekretärenkommission) in Bezug auf dieses Abkommen z.H. der Konferenz der Abkommenskantone vorbereiteten Geschäfte;
- d) die Abnahme der Berichterstattung der Kommission zum Vollzug des Abkommens;
- e) die Wahl der oder des Vorsitzenden der Kommission zum Vollzug des Abkommens;
- f) die Zustimmung zur Revision des Abkommens zu erteilen.

³ Entscheide im Sinne von Absatz 2 erfordern die Zustimmung der Mehrheit der Mitglieder der Konferenz der Abkommenskantone.

⁴ Sie bestimmt die Geschäftsstelle und wählt die begleitende Kommission zum Vollzug des Abkommens.

Art. 13 Secrétariat

Le Secrétariat assume les tâches suivantes:

- a) informer les cantons signataires de l'application de la convention;
- b) préparer les affaires de la Commission d'exécution de la convention à l'attention de la Commission des secrétaires et de la Conférence des cantons signataires.

Art. 14 Commission d'exécution de la convention

La Commission d'exécution de la convention assume les tâches suivantes:

- a) élaboration de propositions pour l'adaptation et le développement de la convention (fonction initiatrice);
- b) échange réciproque d'expériences et coopération intercantonale pour l'accomplissement des tâches ressortissant aux cantons (fonction de coopération);
- c) rédaction de prises de position (fonction d'expertise);
- d) proposition de révision de la liste des écoles ayant droit à des contributions;
- e) proposition de révision et éventuellement d'adaptation des contributions cantonales;
- f) relevé régulier des frais;
- g) planification périodique des tâches;
- h) tâches de coordination;
- i) règlement des questions de procédure;
- j) préparation de directives sur la CSR 2009;
- k) autres tâches d'application.

Art. 15 Instance d'arbitrage

La Conférence des cantons signataires tranche définitivement les éventuels litiges découlant de l'application ou de l'interprétation de la présente convention.

Art. 13 Geschäftsstelle

Der Geschäftsstelle obliegen die folgenden Aufgaben:

- a) die Information der Abkommenskantone zum Vollzug des Abkommens
- b) die Vorbereitung der Geschäfte der Kommission zum Vollzug des Abkommens z.H. der Sekretärenkommission und der Konferenz der Abkommenskantone.

Art. 14 Kommission zum Vollzug des Abkommens

Der Kommission zum Vollzug des Abkommens obliegen die folgenden Aufgaben:

- a) Vorschläge für die Anpassung und Weiterentwicklung des Abkommens ausarbeiten (Initialfunktion);
- b) Gegenseitiger Austausch von Erfahrungen und praktische interkantonale Kooperation bei der kantonalen Aufgabenerfüllung (Kooperationsfunktion);
- c) Erarbeitung von Stellungnahmen (Begutachterfunktion);
- d) die Antragstellung zur Revision der Liste der beitragsberechtigten Schulen;
- e) die Antragstellung zur Überprüfung und allfälligen Anpassung der Kantonsbeiträge;
- f) die regelmässige Durchführung von Kostenerhebungen;
- g) die periodengerechte Aufgabenplanung;
- h) Koordinationsaufgaben;
- i) die Regelung von Verfahrensfragen;
- j) die Erstellung von Richtlinien zum RSA 2009;
- k) weitere Vollzugsaufgaben.

Art. 15 Schiedsinstanz

Die Konferenz der Abkommenskantone entscheidet endgültig über allfällige Streitigkeiten, die sich aus der Anwendung oder Auslegung des Abkommens ergeben.

V. Dispositions transitoires et dispositions finales

Art. 16 Adhésion

¹ Les adhésions à la présente convention doivent être communiquées au secrétariat de la CDIP Nord-Ouest.

² Les cantons qui adhèrent s'engagent à fournir dans les conditions prescrites les données nécessaires à l'application de la présente convention.

³ Avec l'accord des cantons signataires, d'autres cantons peuvent adhérer à la présente convention.

Art. 17 Entrée en vigueur

¹ La présente convention entre en vigueur par décision de la Conférence des cantons signataires au début d'une année scolaire, au plus tôt le 1^{er} août 2009.

² L'entrée en vigueur suppose qu'au moins cinq cantons aient adhéré à la CSR 2009.

³ La Convention scolaire régionale (CSR 2000) concernant l'accueil réciproque d'élèves, passée entre les cantons d'Argovie, de Bâle-Campagne, de Bâle-Ville, de Berne, de Fribourg, de Lucerne, de Soleure et de Zurich, ainsi que la liste des écoles ayant droit à des contributions du 1^{er} août 2008 sont abrogées par décision de la Conférence des cantons signataires à la date d'entrée en vigueur de la nouvelle convention.

Art. 18 Dénonciation

La présente convention peut être dénoncée au 31 juillet de chaque année par déclaration écrite adressée à la Conférence des cantons signataires, moyennant un préavis de deux ans, mais au plus tôt après cinq années d'adhésion.

Art. 19 Maintien des obligations

Si un canton dénonce l'accord ou s'il n'est plus disposé à financer une filière de formation, les obligations qu'il avait contractées en adhérant au présent accord demeurent inchangées à l'égard des personnes se trouvant en formation au moment de la dénonciation de l'accord. De même, le droit à l'égalité de traitement est maintenu.

V. Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 16 Beitritt

¹ Der Beitritt zu diesem Abkommen ist dem Regionalsekretariat NW EDK mitzuteilen.

² Mit dem Beitritt verpflichten sich die Kantone, die für den Vollzug dieses Abkommens notwendigen Daten in vorgeschriebener Weise zur Verfügung zu stellen.

³ Mit Zustimmung der Abkommenskantone können weitere Kantone dem Abkommen beitreten.

Art. 17 Inkrafttreten

¹ Dieses Abkommen tritt durch Beschluss der Konferenz der Abkommenskantone auf Beginn eines Schuljahres in Kraft, frühestens auf den 1. August 2009.

² Bedingung für das Inkrafttreten ist, dass mindestens fünf Kantone den Beitritt zum RSA 2009 erklärt haben.

³ Das Regionale Schulabkommen (RSA 2000) über die gegenseitige Aufnahme von Auszubildenden zwischen den Kantonen Aargau, Basel-Landschaft, Basel-Stadt, Bern, Freiburg, Luzern, Solothurn und Zürich wird mit der Liste der beitragsberechtigten Schulen vom 1. August 2008 auf den Zeitpunkt des Inkrafttretens des neuen Abkommens durch Beschluss der Konferenz der Abkommenskantone aufgehoben.

Art. 18 Kündigung

Das Abkommen kann unter Einhaltung einer Frist von zwei Jahren jeweils auf den 31. Juli durch schriftliche Erklärung an die Geschäftsstelle gekündigt werden, erstmals jedoch nach fünf Beitrittsjahren.

Art. 19 Weiterdauer der Verpflichtungen

Kündigt ein Kanton das Abkommen oder streicht er die Zahlungsbereitschaft für einen Ausbildungsgang, bleiben seine Verpflichtungen aus diesem Abkommen für die zum Zeitpunkt des Austritts eingeschriebenen Auszubildenden weiter bestehen. In gleicher Weise bleibt der Anspruch auf Gleichstellung erhalten.

Art. 20 Révision de la convention

¹ La convention peut être révisée par décision majoritaire de la Conférence des cantons signataires.

² La liste des écoles ayant droit à des contributions est révisée tous les deux ans par la Conférence des cantons signataires, au plus tôt le 1^{er} août 2011. Si nécessaire, la liste peut être révisée au bout d'un an, au plus tôt le 1^{er} août 2010.

³ Les contributions cantonales fixées dans l'annexe I de la présente convention sont révisées tous les deux ans, pour la première fois le 1^{er} août 2011, et adaptées par décision de la Conférence des cantons signataires. Les critères déterminants sont les principes de calcul énoncés à l'article 7.

Art. 21 Dispositions transitoires

Le canton de domicile débiteur verse les contributions cantonales pour ses élèves qui suivent une filière de formation au sens de la CSR 2000 dans un canton signataire jusqu'à la fin de la formation régulière. De même, le droit à l'égalité de traitement est maintenu.

Art. 20 Revision des Abkommens

¹ Das Abkommen kann durch Mehrheitsbeschluss der Konferenz der Abkommenskantone revidiert werden.

² Die Liste der beitragsberechtigten Schulen wird durch die Konferenz der Abkommenskantone alle zwei Jahre revidiert, erstmals frühestens per 1. August 2011. Bei Bedarf kann die Liste der beitragsberechtigten Schulen auch nach einem Jahr revidiert werden, erstmals frühestens per 1. August 2010.

³ Die im Anhang I zu diesem Abkommen festgelegten Kantonsbeiträge werden alle zwei Jahre, erstmals auf den 1. August 2011, überprüft und durch Beschluss der Konferenz der Abkommenskantone angepasst. Massgebend sind die Berechnungsgrundsätze nach Artikel 7.

Art. 21 Übergangsbestimmungen

Der zahlungspflichtige Wohnsitzkanton leistet die Kantonsbeiträge für seine Auszubildenden, die einen Ausbildungsgang gemäss RSA 2000 in einem Abkommenskanton belegen, bis zum Abschluss der ordentlichen Ausbildung. In gleicher Weise bleibt der Anspruch auf Gleichstellung erhalten.

ANNEXE I

Contributions cantonales applicables du 1^{er} août 2009 au 31 juillet 2011
(cf. art. 7 CSR 2009)

Catégorie de contribution	Degrés scolaires, types d'écoles et filières de formation	Contribution cantonale par année scolaire Fr.*
7.1	Degré préscolaire	
	Ecole enfantine	7 200.–
7.2	Ecole obligatoire	
7.2.1	Cycle primaire	
	Classes régulières	10 300.–
	Classes spéciales (+ supplément de 50% par rapport au tarif de base) ¹⁾	15 400.–
	Formations pour les élèves particulièrement doués (+ supplément de 10% par rapport au tarif de base) ²⁾	11 300.–
7.2.2	Cycle secondaire I	
	Classes régulières (classes générales, secondaires et spécialisées)	14 100.–
	Classes spéciales (+ supplément de 50% par rapport au tarif de base) ¹⁾	21 100.–
	Année scolaire en langue étrangère (enseignement dispensé en 9 ^e année scolaire)	14 100.–
	Formation de rattrapage (lien avec la profession)	14 100.–
	Formations pour les élèves particulièrement doués (+ supplément de 10% par rapport au tarif de base) ²⁾	15 500.–
	Enseignement gymnasial à l'école obligatoire	14 100.–
7.3	Cycle secondaire II (écoles d'enseignement général)	
	Cours préparatoires généraux, année scolaire de préparation professionnelle, formations d'intégration (IBK et IIK)	14 100.–

ANHANG I

Kantonsbeiträge, gültig vom 1. August 2009 bis am 31. Juli 2011
(vgl. Art. 7 RSA 2009)

Beitragsstufe	Schulstufen, -typen und Ausbildungsgänge	Kantonsbeitrag pro Schuljahr Fr.*
7.1	Vorschulstufe	
	Kindergärten	7 200.–
7.2	Volksschule	
7.2.1	Primarstufe	
	Regelklassen	10 300.–
	Angebote für besondere Klassen (Zuschlag 50% zum Regeltarif) ¹⁾	15 400.–
	Angebote für besonders Begabte (Zuschlag 10% zum Regeltarif) ²⁾	11 300.–
7.2.2	Sekundarstufe I	
	Regelklassen (Real-, Sekundar- und spezielle Sekundarklassen)	14 100.–
	Angebote für besondere Klassen (Zuschlag 50% zum Regeltarif) ¹⁾	21 100.–
	Fremdsprachliches Schuljahr (Unterricht im 9. Schuljahr)	14 100.–
	Nachholbildung (Link zum Beruf)	14 100.–
	Angebote für besonders Begabte (Zuschlag 10% zum Regeltarif) ²⁾	15 500.–
	Gymnasialer Unterricht innerhalb der Schulpflicht	14 100.–
7.3	Sekundarstufe II (allgemein bildende Schulen)	
	Allgemeine Vorkurse, Berufsvorbereitende Schuljahre, Integrationsangebote (IBK und IIK)	14 100.–

Catégorie de contribution	Degrés scolaires, types d'écoles et filières de formation	Contribution cantonale par année scolaire Fr.*
	Ecoles de maturité	19 600.–
	Ecoles de maturité pour adultes, temps plein (Tpl)	19 600.–
	Ecoles de maturité pour adultes, temps partiel (Tpa) par leçon hebdomadaire sur une base annuelle	700.–
	Ecoles de culture générale et de maturité spécialisée (EMSp); formation jusqu'au certificat de culture générale	19 600.–
	Ecoles de culture générale et de maturité spécialisée (EMSp); formation pour le certificat de maturité spécialisée, par leçon hebdomadaire sur une base annuelle	700.–
	Cours préparatoires aux filières des hautes écoles, par leçon hebdomadaire sur une base annuelle	700.–
	Formations pour les élèves particulièrement doués (+ supplément de 10% par rapport au tarif de base) ²⁾	21 500.–
7.4	Filières d'études du degré tertiaire non reconnues par la Confédération	
	Formation générale, temps plein (Tpl) ³⁾	9 440.–
	Formation générale, en cours d'emploi ³⁾	315.–
	Formation générale, modulaire (mod.) ³⁾	9.–

*) Montants arrondis à 100 francs.

- 1) Supplément de 50% pour les écoles proposant en plus un enseignement spécialisé (p. ex. classes à effectif réduit).
- 2) Le supplément de 10% correspond à 20% (= 1/5) du supplément prévu pour les classes spéciales.
- 3) Selon le tarif (montants arrondis à 5 francs) de la Convention intercantonale sur les écoles supérieures spécialisées (AESS) de la CDIP (valable pour l'année scolaire 2007/08).

Beitragsstufe	Schulstufen, -typen und Ausbildungsgänge	Kantonsbeitrag pro Schuljahr Fr.*
	Maturitätsschulen	19 600.–
	Maturitätsschulen für Erwachsene, Vollzeit (VZ)	19 600.–
	Maturitätsschulen für Erwachsene, Teilzeit (TZ), pro JWL	700.–
	Fachmittel- und Fachmaturitätsschulen (FMS); Ausbildung bis zum Fachmittelschulabschluss	19 600.–
	Fachmittel- und Fachmaturitätsschulen (FMS); Ausbildung zur Fachmaturität, pro JWL	700.–
	Vorbereitungen auf Hochschulstudiengänge, pro JWL	700.–
	Angebote für besonders Begabte (Zuschlag 10% zum Regeltarif) ²⁾	21 500.–
7.4	Tertiäre vom Bund nicht anerkannte Bildungsgänge	
	Allgemein bildende Angebote, Vollzeit (VZ) ³⁾	9 440.–
	Allgemein bildende Angebote, berufsbegleitend (bb) ³⁾	315.–
	Allgemein bildende Angebote, modular (mod.) ³⁾	9.–

* Beiträge auf 100 Franken gerundet.

- 1) Zuschlag 50%; für Angebote mit heilpädagogischem Zusatzangebot (z.B. Kleinklassen)
- 2) Zuschlag 10%; entspricht 20% (= 1/5) des Zuschlags für besondere Klassen
- 3) Gemäss Tarif (Beiträge auf 5 Franken gerundet) der interkantonalen Fachschulvereinbarung (FSV) der EDK (letzte Gültigkeit: Schuljahr 2007/08).

ANNEXE II

Liste des écoles ayant droit à des contributions (cf. art. 6 CSR 2009)

La liste des écoles ayant droit à des contributions est publiée régulièrement sur Internet et peut être consultée sous:

http://www.ag.ch/nwedk/de/pub/regionales_schulabkommen/rsa_listen_sj_07_08.php

ANHANG II

Liste der beitragsberechtigten Schulen (vgl. Art. 6 RSA 2009)

Die Liste der beitragsberechtigten Schulen wird jeweils im Internet publiziert und ist dort unter

http://www.ag.ch/nwedk/de/pub/regionales_schulabkommen/rsa_listen_sj_07_08.php

einsehbar.